

L'opposition de gauche favorite des élections législatives en Lituanie

de Corinne Deloy

Analyse

Le 14 octobre prochain, 2,5 millions de Lituaniens éliront les 141 du Seimas, chambre unique du Parlement. Ils se prononceront également par référendum sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Visaginas (nord-est du pays). Le 2e tour du scrutin législatif se tiendra le 28 octobre.

La date des élections législatives doit être fixée et proclamée par décret présidentiel au moins 6 mois avant l'expiration de la précédente législature. Le 11 avril dernier, la Présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, a indiqué les dates du prochain scrutin législatif. La campagne a débuté aussitôt après cette annonce, la campagne officielle s'étant ouverte le 14 septembre dernier.

2 000 candidats (+ 400 par rapport aux précédentes élections législatives des 12 et 26 octobre 2008), issus de 27 des 44 partis politiques (dont 6 nouveaux) que compte le pays, sont en lice pour ce scrutin.

La situation de la Lituanie

Le pays est gouverné par la droite depuis 4 ans. Le gouvernement rassemble l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK), du Premier ministre Andrius Kubilius, l'Union libérale-Union du centre (LLC-LSC) de Gintautas Babravičius et le Mouvement libéral (LRLS), dirigé par Eligijus Masiulis. Andrius Kubilius est le premier chef de gouvernement à avoir accompli un mandat complet depuis que la Lituanie a recouvré son indépendance en 1991, et ce en dépit d'un contexte économique extrêmement difficile.

Très touchée par la crise économique qui a débuté à l'automne 2008 (le PIB lituanien s'est alors contracté de 15%), la Lituanie a refusé de faire appel à l'aide internationale et s'est redressée grâce à la mise en place d'une politique d'austérité et au prix d'importants efforts de la part de sa population. Le gouvernement a érigé la réduction des déficits au rang de priorité nationale, arguant du fait qu'il n'existait pas de contradiction entre croissance et redressement des finances publiques. Il a pu compter sur le soutien de la présidente de la République, Dalia Grybauskaitė, élue à la tête de l'Etat dès le 1er tour de l'élection présidentielle le 17 mai 2009.

Les deux chefs de l'exécutif lituaniens ont mené une sévère politique de remise en ordre des finances publiques. Actuellement, le pays connaît la plus forte croissance de l'Union européenne (3% prévu en 2012 après 6% l'année précédente). Son déficit public devrait descendre en dessous de 3% du PIB cette année et sa dette s'établit à 38,5% (2011). Ce chiffre peut sembler faible mais il a cependant augmenté de 9 points en 2 ans. L'inflation reste importante (4,2%) tout comme le taux de chômage (14%). L'emploi devrait d'ailleurs constituer un thème majeur de la campagne électorale.

Dressant en juillet dernier le bilan de ses trois années à la tête du pays, Dalia Grybauskaitė s'est félicitée des résultats économiques de la Lituanie. « *Maintenant que l'économie va mieux, nous devons nous centrer sur le sort des plus vulnérables et cela exige la mise en place d'une réforme de l'Etat-providence et de notre système de retraite. Il nous faut réduire le chômage et augmenter de nouveau l'an prochain le salaire minimum* » a-t-elle déclaré. Le salaire minimum lituanien est l'un des plus faibles de l'Union européenne. Il s'élève à 800 litas, soit 232 €. Seuls 2 des 27 Etats membres de l'Union européenne – la Roumanie et la Bulgarie – ont un salaire minimum plus bas. « *La situation économique est pour le moment stable dans le pays mais*

Elections législatives en Lituanie 14 et 28 octobre 2012

tendue autour de la Lituanie. Pour cette raison, malgré la fièvre électorale, les politiques devraient faire preuve de leur sens de responsabilités, éviter la surenchère populiste, ne pas promettre l'irréalisable, et se concentrer sur ce qui est le plus important pour l'Etat et sa population » a souligné Dalia Grybauskaite.

La baisse de la dette, le développement des infrastructures, notamment dans le domaine de l'énergie, et la modernisation économique du pays constituent les priorités fixées par Andrius Kubilius pour les élections législatives. La monnaie unique constitue une autre priorité du Premier ministre. La Lituanie espère rejoindre la zone euro en 2014. Riga et Vilnius sont les deux capitales d'Europe centrale et orientale les plus avancées dans le processus d'adoption de l'euro.

Le leader du parti social-démocrate (LSP) Algirdas Butkevicius et celui du Mouvement libéral (LRLS), Eligijus Masiulis, ont tous deux déclaré que la Lituanie ne devait pas s'empresser d'adopter la monnaie unique tout au moins tant que la crise de la zone euro n'était pas résolue.

Le gouvernement a été affaibli au début de l'année 2012 par « l'affaire Palaitis ». Raimundas Palaitis (LLC-LSC), ministre de l'Intérieur, s'est vu reprocher d'avoir limogé deux officiers responsables du Service de l'investigation du crime financier (FNTT), Vitalijus Gailius et Vytautas Girzadas, qui avaient conduit l'enquête sur des affaires d'abus financiers concernant la banque Snoras. Le 9 mars, le Seimas a d'ailleurs demandé la réintégration de Vitalijus Gailius et Vytautas Girzadas à leurs postes, ce que la loi ne permet pas. Raimundas Palaitis a démissionné le 20 mars.

Par ailleurs, Romas Kalvaitis et Stasys Okunevicius, candidats sur la liste de l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK), ont été remplacés après que leur collaboration avec le KGB a été rendue publique. Stasys Okunevicius s'est également illustré lors des combats pour l'indépendance de la Lituanie en 1991. Son parti a rappelé que toute personne souhaitant le rejoindre se doit de l'informer de son appartenance au KGB dès son adhésion, « *pas 12 ans plus tard* ». Le Centre de recherche sur le génocide et la résistance a mis en ligne le 6 septembre dernier 628 nouveaux documents sur

les activités de la police politique dans la République socialiste soviétique de Lituanie, révélant les noms de 1 500 cadres du KGB. Un tiers des Lituanais ont été victimes de répression durant la période soviétique.

Les forces politiques en présence

Les partis de l'opposition devraient, selon les enquêtes d'opinion, s'imposer dans les urnes. Les sociaux-démocrates (LSP) se disent « *prêts à gouverner* ». Critiquant la politique d'austérité du gouvernement, ils promettent une hausse des dépenses publiques. Leur leader, Algirdas Butkevicius, a cité la réduction des impôts pour les petites et moyennes entreprises et celle de la TVA sur les légumes et la viande comme les priorités du prochain gouvernement. Il a également affirmé que la prochaine majorité regroupera le Parti social-démocrate, le Parti du travail (DP) du milliardaire d'origine russe Viktor Ouspaskitch et Pour l'ordre et la justice (TT) de l'ancien président de la République Rolandas Paksas.

Le Parti du travail est dirigé par l'ancien ministre (2004-2005) de l'Economie, Viktor Ouspaskitch, un homme aussi charismatique que controversé. Il avait démissionné du gouvernement dirigé par Algirdas Mykolas Brazauskas (LSP) après que la commission d'éthique l'eut accusé d'utiliser ses fonctions pour promouvoir des intérêts particuliers. En mai 2006, il s'était enfui à Moscou après avoir été accusé d'avoir omis de déclarer 8 millions de litas (2,32 millions €) de revenus et 7 millions de litas (2,03 millions €) de dépenses aux services fiscaux. De retour en Lituanie en 2007, Viktor Ouspaskitch a été arrêté puis remis en liberté sous contrôle judiciaire. Réélu député lors des élections législatives d'octobre 2008, il a bénéficié de l'immunité judiciaire. Celle-ci a été levée mais Viktor Ouspaskitch ayant été élu député européen en juin 2009, il a retrouvé son immunité. Il a promis de réduire le chômage (à 0% en 3 ans) et de démissionner s'il n'y parvenait pas. Il s'est également déclaré partisan d'une plus grande intégration européenne.

La Cour constitutionnelle a statué le 4 septembre dernier sur le cas de Rolandas Paksas. Celui-ci avait été destitué de sa fonction de chef de l'Etat par le Seimas le 6 avril 2004 après avoir été reconnu coupable d'avoir violé la Constitution en accordant illégalement la nationalité lituanienne à Iouri Borisov, homme d'affaires russe et principal financier de sa campagne pour l'élection présidentielle des 22 décembre

2002 et 5 janvier 2003, d'avoir violé les secrets d'Etat en révélant à ce même homme des informations confidentielles et enfin d'avoir favorisé ses amis lors de la privatisation d'une société d'autoroutes. Cependant, la Cour européenne des droits de l'Homme, qu'il avait saisie, avait statué que les mesures prises à son encontre (interdiction à vie de briger des fonctions impliquant une prestation de serment constitutionnel) étaient inadéquates et contraires à la Convention européenne des droits de l'Homme. L'interdiction à vie a donc été réduite à 4 années et, le 22 mars dernier, le Seimas a adopté un amendement à la loi électorale autorisant Rolandas Paksas à se présenter aux élections. Le 4 septembre, la Cour constitutionnelle a affirmé que seul un amendement constitutionnel pouvait mettre fin à l'interdiction de devenir député. Rolandas Paksas ne peut donc être candidat en octobre. Le programme de son parti promet d'attribuer gratuitement des terres dont l'Etat est propriétaire aux personnes souhaitant les cultiver, de créer des emplois et de réduire l'émigration.

L'Action électorale polonaise (LLRA), représentant la minorité polonaise de Lituanie et dirigée par Waldemar Tomaszewski, s'est fixée pour objectif de parvenir à dépasser le seuil de 5% des suffrages exprimés et de remporter au moins 10 sièges au Seimas de façon à pouvoir former un groupe parlementaire. Le parti a fait alliance avec 2 partis : le Parti du peuple de Kazimiera Prunskiene (dirigé de façon temporaire par son fils Vaidotas Prunskus en raison des graves problèmes de santé dont souffre sa mère) et l'Alliance russe d'Irina Rozova. Les 3 partis, qui feront campagne sur les enjeux économiques, se sont déclarés prêts à gouverner avec le Parti du travail et le Parti social-démocrate (LSP).

Contrairement aux élections législatives de 2008 où le Parti de la résurrection nationale d'Arunas Valinskas avait créé la surprise en arrivant en 2e position lors du 1er tour de scrutin et où le nouveau Parti du travail (DP) de Viktor Ouspaskitch était arrivé en tête du 1er tour des élections législatives de 2004, les partis récemment créés semblent, cette année, susciter peu d'attrait selon les enquêtes d'opinion. Le Parti démocratique du travail et de l'unité de Kristina Brazauskienė, veuve de l'ancien Premier ministre (2001-2006) Algirdas Mykolas Brazauskas ; l'Union (TAIP) du maire de Vilnius Arturas Zuokas ; la liste Drasos Kelias et la Liste lituanienne conduite par Darius Kuolys, rassembleraient ensemble moins de 10% des suffrages. Les Lituanais disent déplorer

la création de nouveaux partis avant les élections.

Le système politique lituanien

La Lituanie possède un parlement monocaméral, le Seimas, de 141 membres, élus tous les 4 ans selon un mode de scrutin mixte. 71 députés sont désignés au système majoritaire et 70 au scrutin proportionnel. Un parti politique doit recueillir 5% des suffrages exprimés pour être représenté au parlement (7% dans le cas d'une coalition). Dans les circonscriptions où l'on vote au scrutin majoritaire, tout candidat obtenant la majorité absolue des suffrages dès le 1er tour de scrutin, sous condition que la participation atteigne au moins 40%, est déclaré élu. Si la participation est inférieure à 40%, le candidat, ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages (et les voix d'au moins 1/5e des inscrits), est élu. Un 2nd tour est organisé si ces conditions ne sont pas remplies. Tout parti souhaitant participer aux élections législatives doit posséder au minimum 1 000 membres.

10 partis politiques sont représentés dans l'actuel Seimas :

- l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK), parti libéral dirigé par le Premier ministre sortant Andrius Kubilius, possède 46 sièges ;
- le Parti social-démocrate (LSP), principal parti d'opposition dirigé par Algirdas Butkevicius, compte 24 députés ;
- Pour l'ordre et la justice (TT), parti populiste de droite dirigé par Rolandas Paksas, possède 14 sièges ;
- l'Union libérale-Union du centre (LLC-LSC), dirigée par Gintautas Babravičius, compte 13 députés ;
- le Mouvement libéral (LRLS), fondé en 2006 et conduit par Eligijus Masiulis, membre du gouvernement sortant, possède 12 sièges ;
- le Parti du travail (DP), parti populiste de gauche créé en 2003 par Viktor Ouspaskitch, compte 11 députés ;
- le Parti chrétien (KP), centre-droit, fondé en 2010 par la fusion de l'Union sociale conservatrice chrétienne et du Parti conservateur chrétien, dirigé par Gediminas Vagnorius, possède 8 sièges ;
- l'Action électorale polonaise (LLRA), parti créé en 1994 et dirigé par Waldemar Tomaszewski, compte 3 députés ;
- l'Union paysanne populaire (LVLS), fusion du Parti des paysans (LVP) et du Nouveau Parti démocratique (NDP), dirigé par Ramunas Karbaskis, compte 3 députés.

Rappel des résultats des élections législatives des 12 et 26 octobre 2008 en Lituanie

Participation : 48,59%

partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Sièges obtenus au scrutin proportionnel	Sièges obtenus au scrutin majoritaire	Total sièges
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	243 823	19,72	18	27	45
Parti de la résurrection nationale	186 629	15,09	13	3	16
Ordre et justice (TT)	156 777	12,68	11	4	15
Parti social-démocrate (LSP)	144 890	11,72	10	15	25
Parti du travail (DP)	111 149	8,99	8	2	10
Mouvement libéral	70 862	5,73	5	6	11
Union libérale-Union du centre (LLC-LSC)	66 078	5,34	5	3	8
Action électorale polonaise (LLRA)	59 237	4,79	0	3	3
Union paysanne populaire (LVLS)	46 162	3,73	0	3	3
Nouvelle Union-Parti social libéral (NS-SL)	45 061	3,64	0	1	1
Indépendants			0	4	4
Autres	106 048	8,58	0	0	0

Source : <http://elections.interieur.gouv.fr/LG2012/FE.html>**Le référendum**

Le 17 juillet dernier, le Seimas par 62 voix, contre 39 contre et 18 abstentions, a voté en faveur de l'organisation d'un référendum sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. La fermeture en 2009 de la centrale d'Ignalina, du type (RBMK) de Tchernobyl, en fonction depuis 26 ans et produisant 70% de l'électricité du pays, a entraîné une hausse des tarifs de l'électricité et un accroissement de la dépendance énergétique de la Lituanie vis-à-vis de la Russie (les trois Etats baltes importent 62% de leur électricité, un record dans l'Union européenne). Le projet de la future centrale nucléaire de Visaginas associe la Lettonie à hauteur de 20% et l'Estonie de 22%. La Pologne a également été invitée à participer au projet. La Lituanie y participera à hauteur de 30%. La centrale possèdera une capacité de 1 300 mégawatts et devrait être opé-

rationnelle entre 2020 et 2022. 5 milliards €, soit la plus forte somme jamais engagée dans le pays depuis 1991, seront nécessaires pour la construction réalisée par l'entreprise japonaise Hitachi !

« *Approuvez-vous la construction d'une nouvelle centrale en Lituanie ?* », telle est la question à laquelle devront répondre les Litvaniens le 14 octobre prochain. ^ Lors des dernières élections législatives de 2008, les Litvaniens avaient déjà été appelés à se prononcer, par référendum, sur la poursuite du fonctionnement de la centrale nucléaire d'Ignalina. A la question: « *Approuvez-vous le fait que la centrale d'Ignalina continue à fonctionner jusqu'à ce qu'une nouvelle centrale soit construite ?* », 88,59% des électeurs avaient dit « oui » mais la consultation avait été déclarée invalide puisque seulement 48,44% des électeurs s'étaient prononcés alors que la loi électorale impose une parti-

cipation minimum de 50% + 1 pour qu'un tel vote soit déclaré valide.

Le maire de Vilnius, Arturas Zuokas, souhaitait également qu'un référendum soit organisé le jour des élections législatives sur la réduction du nombre de députés (de 141 à 101), l'extension de la durée du mandat parlementaire (de 4 à 5 ans), la modification de la date du scrutin législatif (de l'automne au printemps) et enfin l'interdiction pour un député de faire plus de deux mandats consécutifs. Il a cependant échoué à obtenir les 300 000 signatures nécessaires pour que ces questions puissent faire l'objet d'une consultation populaire (125 000 signatures seulement ont été recueillies).

Selon la dernière enquête d'opinion publiée par l'institut Spinter Tyrimai, 5 partis politiques devraient passer le seuil des 5% de suffrages et entrer au parlement.

Le Parti social-démocrate recueillerait 16,9% des voix, le Parti du travail 13,3%, Pour l'ordre et la justice 9,4%, l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK), 7,7% et le Mouvement libéral, 5,2%.

De nombreux analystes estiment que le scrutin pourrait cependant réserver des surprises. Ils rappellent que lors des élections locales du 27 février 2011, l'Union de la patrie-Conservateurs était arrivée, avec 16% des suffrages, contre toute attente en 2e position derrière les sociaux-démocrates (21%).

Le parti du Premier ministre sortant Andrius Kubilius paie le prix de la rigueur et la gauche remporte les élections législatives en Lituanie

Comme prévu par les enquêtes d'opinion, les forces de gauche sont arrivées en tête au 1er tour des élections législatives qui se sont déroulées le 14 octobre en Lituanie. Mais, contrairement à ce qu'indiquaient les sondages, c'est le Parti du travail (DP), créée en 2003 par le milliardaire Viktor Ouspaskitch, qui est arrivé en tête du scrutin avec 19,67% des suffrages (17 sièges). Selon les résultats officiels, il a devancé le Parti social-démocrate (LSP), dirigé par Algirdas Butkevicius, qui a recueilli 18,44% des voix (15 sièges). L'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK) du Premier ministre sortant, Andrius Kubilius, a obtenu 15,02% des suffrages (13 sièges).

La Voie du courage (DK), fondée par l'ancienne juge Neringa Venckiene à la suite d'un scandale pédophile qui a affecté sa nièce Deimante Kedynte, a recueilli 7,94% des suffrages et aura donc 7 sièges dans le prochain Seimas, chambre unique du Parlement. Neringa Venckiene a mené campagne en dénonçant les nombreux dysfonctionnements du système politique. Pour l'ordre et la justice (TT), parti populiste de droite dirigé par l'ancien Président de la République (2003-2004) Rolandas Paksas, a recueilli 7,33% des suffrages (6 sièges). Le Mouvement libéral (LRLS) d'Eligijus Masiulis, membre du gouvernement sortant, a recueilli 8,55 % des voix.

Conduit par Waldemar Tomaszewski, l'Action électorale polonaise (LLRA), parti créé en 1994 et représentant la minorité polonaise de Lituanie, a obtenu 5,81% des voix.

La participation s'est élevée à 52,82%.

Resultats

Résultats du 1er tour des élections législatives du 14 octobre 2012 en Lituanie

Participation : 52%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis
Parti du travail (DP)	19,87
Parti social-démocrate (LSP)	18,44
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	15,02
Mouvement libéral (LRLS)	8,55
Voie du courage (DK)	7,94
Pour l'ordre et la justice (TT)	7,33
Action électorale polonaise (LLRA)	5,81
Action électorale polonaise (LLRA)	4,79

Source : http://www.vrk.lt/2012_seimo_rinkimai/output_lt/rezultatai_daugiamand_apygardose/rezultatai_daugiamand_apygardose1turas.html

Le Parti du travail et le Parti social-démocrate devraient former la prochaine coalition gouvernementale, peut-être avec l'aide du parti de Rolandas Paksas, Pour l'ordre et la justice. « *C'est un parti d'opposition au parlement et nous avons déjà travaillé ensemble* » a indiqué le leader social-démocrate Algirdas Butklevicius, qui a ajouté « *Nous avons besoin d'une solide majorité, faute de quoi pendant la crise, notre action risque d'être de courte durée* ».

Les forces de gauche ont promis d'augmenter le salaire minimum à 1 509 litas (437 €) – il est actuellement de 850 litas – et de revenir à un impôt sur le revenu progressif (la Lituanie possède un impôt à taux unique – flat tax – de 15% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés). « *Si le marché du travail n'évolue pas, il pourrait y avoir des conflits sociaux cet hiver, les prix du chauffage augmentant* » avait averti Algirdas Butklevicius.

Les partis de gauche sont également en faveur d'une remise à plat des relations avec la Russie et envisagent d'engager une action en justice contre la compagnie russe Gazprom qui, selon eux, fournit à la Lituanie du gaz à un prix trop élevé.

Le Premier ministre sortant Andrius Kubilius a certainement payé le prix de la politique d'austérité qu'il a mis en place pour lutter contre la crise économique qui a fortement affecté la Lituanie (le PIB national s'est contracté de 15% en 2009). Si le pays a retrouvé le

chemin de la croissance, il reste que les salaires et les pensions de retraite ont fortement baissé. Le taux de chômage s'élève à 13%. Le soutien des Premiers ministres estonien, Andrus Ansip (Parti de la réforme, ER), et letton, Valdis Dombrovskis (Vienotoba, V, Unité), n'auront pas suffi à Andrius Kubilius, qui reste le premier chef de gouvernement à avoir accompli, en dépit d'un contexte économique extrêmement difficile, un mandat complet depuis que la Lituanie a recouvré son indépendance en 1991, pour conserver le pouvoir.

Les Lituanais étaient également appelés le 14 octobre à se prononcer par référendum sur le projet de construction d'une future centrale nucléaire à Visaginas. Ce projet associe les Etats voisins, la Lettonie (à hauteur de 20%) et l'Estonie (22%), la Pologne s'étant retiré du projet en décembre 2011. La Lituanie y participera à hauteur de 30%. La centrale possèdera une capacité de 1 300 mégawatts et devrait être opérationnelle entre 2020 et 2022. Selon le gouvernement sortant, la construction de cette centrale devrait faire baisser le prix de revient de l'électricité à 50 € le mégawattheure. L'Association lituanienne du chauffage urbain a publié un rapport dans lequel elle a annoncé que la facture de chauffage serait sans doute, l'hiver prochain, la plus élevée de l'histoire du pays. La Lituanie importe 60% de son électricité et 80% de l'ensemble de son énergie. Plus de six électeurs sur dix (62,71%) ont rejeté le projet de centrale nucléaire à Visaginas. Un tiers

(34,76%) ont répondu «oui» à la question : «Etes-vous favorable à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en République de Lituanie ?». La participation a dépassé le seuil de 50% (52,48% exactement), le référendum est donc valide. Si celui-ci était uniquement consultatif, il sera cependant difficile pour le prochain gouvernement de ne pas tenir compte dans l'avenir du vote des Litvaniens sur le sujet.

Les partis de l'opposition étaient en désaccord sur le vote au référendum. Les sociaux-démocrates avaient appelé à se prononcer pour le « non » tandis que Viktor Ouspaskitch s'était, à l'inverse, déclaré en faveur de la construction de la nouvelle centrale si la Lettonie et l'Estonie se joignaient au projet. « *Nous sommes pour l'énergie nucléaire. Comme économiste, je peux dire que ce qui m'importe, c'est la valeur de ce projet. Je pense que si un groupe de travail avait été formé d'économistes, d'hommes politiques et de personnes qui ont des connaissances et des compétences pour évaluer un tel projet, nous ne serions pas obligés de*

tenir aujourd'hui un référendum » a précisé Algirdas Butkevicius.

« *Nous allons attendre le 2e tour. Les sociaux-démocrates ont en général de bons résultats au 2e tour* » a indiqué Viktor Ouspaskitch. Il faut en effet patienter jusqu'au 28 octobre prochain pour disposer des résultats complets des élections législatives. Le 2e tour n'a jamais, précédemment, véritablement modifié les résultats du 1er tour. « *Le 2e tour peut avoir une incidence sur le nombre final des mandats mais je serais très surpris si une autre coalition que celle unissant les trois partis d'opposition (Parti du travail, Parti social-démocrate et Pour l'ordre et la justice) était formée* » a déclaré Kestutis Girnius, politologue de l'université de Vilnius. « *Ces partis ont coopéré dans l'opposition et il serait très compliqué pour elles de travailler avec les conservateurs ou les libéraux. Pour le moment, il est difficile de savoir si elles auront besoin de faire appel à de plus petits partis* » a-t-il précisé.

Les forces de gauche confirment leur victoire au 2e tour des élections législatives en Lituanie

Les forces de gauche ont confirmé leur victoire du 1er tour des élections législatives le 14 octobre dernier lors du 2e tour de scrutin qui s'est déroulé le 28 octobre dans lequel 68 des 141 sièges du Seimas, chambre unique du Parlement, restaient à pourvoir. Aucun 2e tour n'a d'ailleurs jamais véritablement modifié les résultats du 1er dans l'histoire du pays.

Le Parti social-démocrate (LSP) dirigé par Algirdas Butkevicius arrive en tête avec 38 sièges. Il devance l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK) du Premier ministre, Andrius Kubilius qui remporte 33 sièges. « *Nos résultats ne sont pas mauvais, nous faisons partie des principaux partis du parlement* » a déclaré le chef du gouvernement sortant. Le Parti du travail (DP) du milliardaire Viktor Ouspaskitch arrive en 3e position avec 30 députés et Pour l'ordre et la justice (TT), de l'ancien Président de la République (2003-2004) Rolandas Paksas, obtient 11 députés. Sociaux-démocrates et travaillistes remportent donc ensemble 78 des 141 sièges.

« *J'évalue ces résultats positivement. Après le 2e tour, nous arrivons en tête* » a déclaré Algirdas Butkevicius, dans lequel beaucoup voit le futur Premier ministre. Les sociaux-démocrates devraient selon toute vraisemblance s'allier avec le Parti du travail et Pour l'ordre et la justice au sein d'une coalition gouvernementale. Viktor Ouspaskitch a indiqué que son parti était intéressé par les ministères de l'Economie, des Transports, de l'Agriculture et de la Culture.

Résultats
2nd tour

Résultats des élections législatives des 14 et 28 octobre 2012 en Lituanie

Participation : 52,90% (1er tour) et 35% (2e tour)

Partis politiques	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (LSP)	38
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	33
Parti du travail (DP)	30
Pour l'ordre et la justice (TT)	11
Mouvement libéral (LRLS)	10
Action électorale polonaise (LLRA)	8
Voie du courage (DK)	7

Source : Commission électorale

http://www.vrk.lt/2012_seimo_rinkimai/output_lt/rinkimu_diena/rezultatai2.html

Le Mouvement libéral (LRLS) d'Eligijus Masiulis, membre du gouvernement sortant, remporte 10 sièges. Conduite par Waldemar Tomaszewski, l'Action électorale polonaise (LLRA), parti créé en 1994 et représentant la minorité polonaise de Lituanie, obtient 8 députés et la Voie du courage (DK), fondé par l'ancienne juge Neringa Venckiene, 7 sièges.

La participation s'est élevée le 28 octobre à 35%, soit -17,86 points par rapport au 1er tour du 14 octobre (mais +2,69 points par rapport au 2e tour des élections législatives des 12 et 26 octobre 2008). « Parfois, les électeurs ne retrouvent pas au 2e tour les candidats pour lesquels ils ont voté au 1er et ne pensent pas que les deux candidats restants peuvent défendre leurs intérêts » a indiqué Zenonas Vaigauskas, président de la Commission électorale centrale lituanienne.

La semaine passée, des manifestations d'étudiants ont rassemblé plusieurs centaines d'étudiants qui protestaient contre la fraude électorale du 1er tour, notamment les achats de voix, à Vilnius. Le 1er tour des élections législatives de la circonscription de Visaginas-Zarasai (nord) a d'ailleurs été annulé par la Commission électorale centrale.

Le Premier ministre sortant Andrius Kubilius a payé le prix de la politique d'austérité qu'il a mis en place pour lutter contre la crise économique qui a fortement affecté la Lituanie (le PIB national s'était contracté de 15% en 2009). Les forces de gauche ont promis d'augmenter le salaire minimum à 1 509 litas (437 €) – il est actuellement de 850 litas – et de revenir à un impôt

sur le revenu progressif (la Lituanie possède un impôt à taux unique – flat tax – de 15% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés).

« Nous devons stimuler l'économie lituanienne, créer des emplois et mais sans dépenser de l'argent que nous aurions emprunté. Nous devons augmenter les revenus partout où cela est possible et nous concentrer sur les secteurs de l'économie où les salaires sont particulièrement faibles. Il n'y aura pas de réforme fiscale brutale ni de révolution budgétaire » a indiqué le leader social-démocrate Algirdas Butkevicius. Les partis de gauche se sont également engagés à maintenir une politique budgétaire « responsable ». « En prenant en compte les marchés financiers, l'appartenance à l'Union européenne et les procédures européennes pour lutter contre les déficits excessifs, la marge de manœuvre du gouvernement est limitée. Tout accroissement du déficit budgétaire signifiera un accroissement des emprunts. Par conséquent, il n'y aura pas de changement radical dans la politique menée » a précisé le directeur de l'Institut des relations internationales et de science politique de Vilnius, Ramunas Vilpisauskas. « La plus grande patrie du programme restera sur le papier et le gouvernement demandera qu'on l'excuse et expliquera qu'il est difficile de tenir ses promesses au sein d'une coalition » a-t-il ajouté.

Le futur gouvernement lituanien devra donc poursuivre la politique d'austérité du précédent gouvernement d'Andrius Kubilius et disposera de quasiment

aucune marge de manœuvre, le pays devant emprunter 7,6 milliards de litas (2,2 milliards €) en 2013 – près de 7% de son PIB – pour refinancer sa dette. Le PIB du pays a progressé de 5,9% l’an dernier et devrait croître de 3% en 2012. La croissance est dopée par les exportations mais la consommation intérieure peine à redémarrer. Algirdas Butkevicius a annoncé que Vilnius devait adopter la monnaie unique en 2015, soit un an avant la date annoncée. La Lituanie devra

donc veiller sur ses finances. Le déficit budgétaire, qui s’élevait à 9,4% du PIB en 2009, a été ramené à 5,5% l’an passé, soit un chiffre trop élevé pour que le pays puisse adopter l’euro au regard des critères mis en place par l’Union. Le futur gouvernement aura enfin à cœur de mener à bien la présidence de l’Union européenne que la Lituanie assurera, pour la première fois de son histoire, lors du deuxième semestre de l’an prochain.

Retrouvez l’ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d’utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l’Europe. Elle développe des études sur l’Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l’étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l’organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.